

Brochure n° 3060

Convention collective nationale

IDCC : 1930. – MEUNERIE

**AVENANT N° 39 DU 16 JANVIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350546M

IDCC : 1930

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont réunis au début de l'année 2013 afin de rediscuter des salaires minima dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires.

Après divers échanges, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Objet de l'avenant et intégration de son contenu
dans la convention collective*

Le présent avenant a pour objet de revaloriser les minima professionnels applicables aux salariés relevant de la convention collective de la meunerie.

Il fixe les minima professionnels définis à l'annexe B de l'annexe I relative à la grille de salaires rattachée au système de classifications par critères classants ainsi qu'à l'annexe D de l'annexe I relative à la grille de salaires par coefficients.

Ces nouvelles annexes B et D à l'annexe I « Salaires » de la convention collective de la meunerie, modifiées selon les dispositions figurant aux articles 2 et 3 du présent avenant, annulent et remplacent respectivement l'annexe B définie par l'avenant n° 36 du 19 juin 2012 et l'annexe D définie par l'avenant n° 37 du 11 octobre 2012.

Article 2

*Modification de l'annexe B à l'annexe I « Salaires »
Rémunération mensuelle minimum (REMM), niveaux I à IX*

A partir du 1^{er} janvier 2013 puis du 1^{er} juillet 2013, les montants bruts de la rémunération mensuelle minimum garantie aux salariés en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) sont fixés comme suit.

NIVEAU	RÉMUNÉRATION MENSUELLE MINIMALE	
	A partir du 1 ^{er} janvier 2013	A partir du 1 ^{er} juillet 2013
I	1 439,84	1 445,60
II	1 513,50	1 519,55
III	1 589,18	1 595,54
IV	1 674,94	1 681,64
V	1 896,92	1 904,51
VI	2 219,80	2 228,68
VII	2 714,21	2 725,07
VIII	3 264,12	3 277,18
IX	4 086,45	4 102,80

Dans le cadre d'un forfait annuel en jours convenu avec un salarié cadre (classé a minima au niveau VI), conformément à l'article 15 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, le salaire minimum de son niveau détermine la REMM brute minimale devant être versée à un salarié occupé sur la base annuelle de 218 jours, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1^{er} de l'annexe I « Salaires ».

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

Article 3

Modification de l'annexe D à l'annexe I « Salaires »

Les salaires définis par la présente annexe sont des minima conventionnels. En conséquence, leur fixation n'emporte pas, en tant que telle, de conséquences au niveau des salaires réels versés aux salariés, dans la mesure où ces derniers s'avèrent être équivalents ou supérieurs.

Cette annexe qui fixe la grille de salaires minima par coefficients reste applicable pendant le délai de mise en place des nouvelles classifications (annexe VI « Classifications »), soit jusqu'au 6 juin 2014.

Dans ce cadre, il est rappelé que les entreprises ont la possibilité de continuer à appliquer les dispositions de l'article 14 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatives à la prime d'ancienneté et au congé de fractionnement.

A partir du 1^{er} janvier 2013, puis du 1^{er} juillet 2013, les montants bruts de la rémunération mensuelle minimale garantie aux salariés continuant à relever temporairement de l'ancienne classification reposant sur des coefficients inférieurs à 220 en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) sont fixés comme suit.

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE MINIMALE	
		A partir du 1 ^{er} janvier 2013	A partir du 1 ^{er} juillet 2013
I	120	1 434,90	1 434,90
	125	1 440,21	1 440,21
	130	1 445,51	1 445,51
	135	1 450,81	1 450,81
II	140	1 456,12	1 456,12
	145	1 461,44	1 461,44
	150	1 466,73	1 466,73
	155	1 472,04	1 472,04
	160	1 477,35	1 477,35
	165	1 482,66	1 482,66
III	170	1 487,96	1 487,96
	175	1 497,52	1 497,52
	180	1 522,99	1 522,99
	185	1 547,40	1 547,40
	190	1 571,81	1 571,81
	195	1 596,21	1 596,21
IV	200	1 620,63	1 620,63
	205	1 635,24	1 641,78
	210	1 659,49	1 666,13

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé, indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

A partir du 1^{er} janvier 2013, puis du 1^{er} juillet 2013, le montant brut de la rémunération mensuelle minimum applicable aux salariés justifiant d'un coefficient égal ou supérieur à 220 en contrepartie d'une durée de travail effectif de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires) est déterminé par application de la formule de calcul suivante, dans laquelle « C » représente le coefficient hiérarchique attribué à l'intéressé, conformément aux dispositions de l'annexe « Classifications ».

A partir du 1^{er} janvier 2013 : $REMM = 1\,070,28 + (5,474 \times [C - 100])$.

A partir du 1^{er} juillet 2013 : $REMM = 1\,074,56 + (5,495 \times [C - 100])$.

Exemples :

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE MINIMALE	
	A partir du 1 ^{er} janvier 2013	A partir du 1 ^{er} juillet 2013
220	1 727,16	1 733,96
250	1 891,38	1 898,81
300	2 165,08	2 173,56
350	2 438,78	2 448,31

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE MINIMALE	
	A partir du 1 ^{er} janvier 2013	A partir du 1 ^{er} juillet 2013
400	2 712,48	2 723,06
450	2 986,18	2 997,81
500	3 259,88	3 272,56
550	3 533,58	3 547,31
600	3 807,28	3 822,06
650	4 080,98	4 096,81
700	4 354,68	4 371,56

Dans le cadre d'un forfait annuel en jours convenu avec un salarié cadre (classé à un coefficient au moins égal à 300), conformément à l'article 15 de l'avenant n° 5 du 12 mars 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, la formule de calcul définie ci-dessus détermine la REMM brute minimale devant être versée à un salarié occupé sur la base annuelle de 218 jours, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 1^{er} de l'annexe I « Salaires ».

Lorsque la durée de travail dont relève le salarié est différente de 151,67 heures par mois (soit 35 heures hebdomadaires), il y a lieu de calculer les minima applicables au prorata de la durée de travail de l'intéressé indépendamment des majorations légales éventuellement dues.

Article 4

Prime de vacances

L'annexe A de l'annexe I « Salaires » : prime de vacances, de la convention collective est annulée et remplacée par ce qui suit :

« A partir du 1^{er} janvier 2013, le montant brut de la prime de vacances calculée et versée, en application de l'article 92 des dispositions communes de la convention collective de la meunerie, à un salarié dont le droit à congés payés est égal à 30 jours ouvrables, est égal à 280 €. »

Article 5

Date d'application

Les partenaires sociaux souhaitent que les entreprises puissent bénéficier de la nouvelle grille de salaires minima par niveaux au plus tôt.

En conséquence, le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013 pour les parties signataires et s'appliquera donc à l'ensemble des entreprises adhérentes aux syndicats signataires et à leurs salariés à compter de cette date.

Le présent accord s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés, le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les partenaires sociaux demandent donc expressément aux services du ministre chargé du travail une application de l'accord la plus rapide possible.

Article 6

Publicité et dépôt

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Article 7

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 16 janvier 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

ANMF ;

SNIA ;

CFSI ;

SRE.

Syndicats de salariés :

FGA CFDT ;

CSFV CFTC ;

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC.